

Petitjean, Olivier, "Jirau: retour sur le mégabarrage amazonien de GDF Suez", *Observatoire des Multinationales (ODM)*, Paris, Francia, 14 de octubre de 2013.

Consultado en:

<http://multinationales.org/Jirau-retour-sur-le-megabarrage>

Fecha de consulta: 10/01/2014.



Le chantier du barrage géant de Jirau, construit par GDF Suez en Amazonie brésilienne, touche à sa fin. Ce mégaprojet a attiré au groupe énergétique français une volée de critiques tant au Brésil qu'au niveau international, en raison de son impact social et environnemental et de la manière dont il a été imposé. Aujourd'hui, pourtant, le barrage semble accumuler les distinctions en matière de « durabilité ». Ne s'agit-il que d'une réécriture de l'histoire, ou bien la démarche de compensation mise en oeuvre par GDF Suez est-elle effectivement convaincante ?

Le 5 septembre 2013, les autorités brésiliennes approuvaient la mise en service de la toute première turbine de la centrale hydroélectrique de Jirau, dans le Nord-ouest du pays. Ce barrage géant, situé en Amazonie non loin de la frontière bolivienne, produira à terme autant d'électricité que 3 ou 4 réacteurs nucléaires (3750 mégawatts). Son développeur et futur opérateur n'est autre qu'une multinationale française : GDF Suez.

Le groupe énergétique, qui considère l'Amérique latine comme un marché stratégique et espère bien y construire d'autres grands barrages à l'avenir, n'a pas lésiné sur les moyens pour soigner l'image de son mégaprojet amazonien. Il rappelle ainsi à qui veut l'entendre que Jirau est le [plus gros projet à ce jour enregistré dans le cadre du Mécanisme de développement propre \(MDP\)](#), dispositif générateur de « crédits carbone » issu du protocole de Kyoto sur le changement climatique. Le barrage de Jirau est également le premier projet de cette importance à bénéficier de la nouvelle certification « verte » mise en place par l'industrie mondiale des barrages, l'*Hydropower Sustainability Assessment Protocol* (HSAP, « Protocole d'évaluation de la durabilité de l'hydroélectricité »). Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez, s'étend partout sur les vertus de la « dépense sociale » et de la « compensation environnementale », et sur les 600 millions de dollars déboursés par l'entreprise dans les divers programmes de « responsabilité sociétale » qui ont accompagné le chantier.

Autant de certificats de bonne conduite qui visent à faire oublier la véritable histoire de ce projet, bien moins reluisante. Moins emblématique que celui de Belo Monte, mais comparable par son ampleur et son impact, le barrage de Jirau est situé sur le Rio Madeira, principal tributaire de l'Amazone et source de la moitié des sédiments que le fleuve charrie jusqu'à l'Atlantique, dans l'une des régions les plus biodiverses de la planète. Le projet a été conçu en étroite association avec un autre mégabarrage plus en aval sur la même rivière, celui de Santo Antonio, construit par un consortium rival.

L'octroi de crédits carbone à des grands barrages a toujours été fortement contesté par une partie de la société civile, notamment en raison de l'impact social et environnemental de ces ouvrages. Selon ses partisans, il se justifierait par le fait que les barrages permettent de générer une électricité « propre », évitant ainsi au Brésil d'avoir à construire des centrales au charbon ou au gaz émettrices de carbone. Plusieurs recherches récentes sont toutefois venues mettre en doute ces certitudes commodes. Elles montrent que les barrages, petits et grands, sont en fait des émetteurs importants de méthane, gaz à effet de serre plus puissant que le gaz carbonique, du fait de la décomposition de la végétation submergée par ces ouvrages.

D'emblée, l'ampleur de l'impact social et environnemental du double projet de Jirau et Santo Antonio s'est trouvée l'objet de chaudes controverses. Les résistances administratives à la validation officielle du projet et de son étude d'impact ont même conduit le gouvernement de Lula à restructurer brutalement l'ancienne Agence brésilienne de l'environnement et à la diviser en deux entités distinctes. Les promoteurs des deux barrages paraissent avoir fait flèche de tout bois pour minimiser leurs conséquences éventuelles et restreindre *a priori* le champ de l'étude d'impact. Ils ont par exemple choisi de dénier cavalièrement tout impact potentiel en amont sur le territoire bolivien, pour ne pas compliquer le processus par des considérations diplomatiques. L'évaluation de l'impact des lignes électriques à très haute tension qui relieront les deux barrages à la métropole de São Paulo, plus de deux mille kilomètres plus loin, a été repoussée à plus tard. Certaines questions cruciales, comme celle d'une possible libération du mercure hautement toxique accumulé dans le lit de la rivière du fait des activités historiques de prospection d'or, ont été ignorées.

Côté social, le chantier aujourd'hui encore en cours (il est prévu qu'il s'achève en 2015) s'est accompagné de déplacements de populations et de bouleversements considérables dans la région. Des tribus indigènes, dont certaines en isolement volontaire, ont vu leur mode de vie traditionnel soudainement détruit, et se sont trouvées contraintes à quitter leur territoire historique. Enfin, le chantier de Jirau a été le théâtre de grandes révoltes ouvrières en 2011 et 2012, qui ont obligé le gouvernement brésilien à y stationner des forces spéciales en permanence.

La fin justifie-t-elle les moyens ? Les défenseurs des grands barrages amazoniens ne manquent pas de mettre en avant les immenses besoins énergétiques du géant latino-américain. Ils présentent le développement de l'hydroélectricité comme un moindre mal, notamment du point de vue de la lutte contre le changement climatique. La panoplie de labels et de certifications dont se targue aujourd'hui GDF Suez sert aussi à justifier ce type de discours, et avec lui les privilèges et subventions accordées à ces grands projets par le gouvernement brésilien et les institutions internationales - auxquelles s'ajoutent désormais de grandes quantités de crédits carbone, sur la base de considérations scientifiques et

économiques douteuses. Ils concourent également à minimiser les coûts sociaux et environnementaux considérables des grands barrages et à empêcher tout débat sur des modèles énergétiques alternatifs.

Au vu de la réalité des faits sur le terrain, la certification verte accordée à GDF Suez peut-elle être prise au sérieux ? Peut-on vraiment considérer le barrage de Jirau comme un exemple de « développement durable » ? Ou bien le nouveau label « responsable » de l'industrie hydroélectrique et les programmes de « compensation sociale et environnementale » qu'il justifie ne constituent-ils qu'un nouvel exemple d'une approche essentiellement cosmétique de la responsabilité des entreprises, comme il en existe tant dans les autres secteurs économiques ?